

Immigration—Loi

● (1240)

M. Manly: Le message est certainement ambigu. Par le passé, le gouvernement a incité les Églises et les comités d'aide à porter secours aux réfugiés. Aujourd'hui, on adopte une loi qui punit sévèrement ceux qui favorisent l'acceptation comme réfugiés de gens dont les documents ne sont pas en règle. Nous les avons encouragés et maintenant, nous adoptons un projet de loi qui rend leurs activités illégales.

Puis le ministre déclare: «Ce n'est pas vous que nous visons dans ce projet de loi mais plutôt ceux qui agissent par appât de gain et pour des motifs commerciaux.» Que doivent penser les représentants des Églises de toute la situation? Déjà, on les encourageait à se livrer à une activité et voilà qu'on leur dit qu'elle est illégale mais qu'ils ne doivent pas s'en faire, ils ne seront pas poursuivis. On met ainsi les Églises dans le même panier que les jeunes drogués. Ils ne savent jamais quand le puissant bras de la justice s'abattra sur eux. La loi sera appliquée sélectivement. C'est un bien piètre projet de loi. Aucun gouvernement qui respecte un tant soit peu l'esprit du droit d'une société libre et démocratique ne devrait l'accepter.

[Français]

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et commentaires est terminée. Débat. L'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria).

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, il me fait plaisir de participer à ce débat en troisième lecture sur le projet de loi C-84. Monsieur le Président, je n'ai pas eu l'occasion de participer au débat en deuxième lecture ni en comité parlementaire qui a traité de ce dossier durant les dernières semaines, toutefois, j'aimerais, très brièvement, prendre quelques moments de la Chambre aujourd'hui—car ce n'est pas mon intention de retarder l'étude de cette mesure législative, même si je suis en désaccord sur le projet de loi en question—pour dire à la Chambre que je suis contre le projet de loi tel que présenté par le gouvernement.

Monsieur le Président, même si je suis contre ce projet de loi, personne ne devrait interpréter que je suis en faveur de ceux qui permettent ou de ceux qui arrivent en ce pays en détournant les lois qui existent. Vous savez fort bien que je n'appuie pas ceux qui briment les lois de notre pays et que je voudrais moi aussi, comme tous les autres Canadiens, que le Canada soit doté des lois nécessaires afin d'éviter que nos lois soient brimées, tel que je le disais tantôt.

[Traduction]

Nous ne devons pas perdre de vue que la situation portée à l'attention du public, en grande partie à cause du gouvernement conservateur, n'est pas nouvelle. Elle n'est pas apparue du jour au lendemain cet été. En fait, il y a plus d'un an, un navire rempli de réfugiés est arrivé au Canada. Le gouvernement n'a alors rien fait. Un an plus tard, un deuxième navire transportant 174 personnes du sous-continent indien arrive. Cette fois, le gouvernement s'accroche désespérément au pouvoir, il est au plus bas dans les sondages d'opinion, il est rongé par les scandales et sous tous ses angles des défauts apparaissent, il a perdu la confiance du peuple canadien et c'est dans ce

contexte qu'il décide que ce deuxième cas crée une crise d'énormes proportions.

Le gouvernement a oublié de dire aux Canadiens que ce n'était pas la seule fois, en 1987, qu'il nous était arrivé des réfugiés. En 1986, quelque 18 000 personnes ont revendiqué le statut de réfugié. Cela représente 346 personnes par semaine. Or, qu'il en arrive 174 en un seul jour, cette année, et le gouvernement décide de mettre le holà. Soudain c'est la crise, il faut rappeler le Parlement. Par hasard, le gouvernement tenait aussi à faire adopter le projet de loi sur les brevets pharmaceutiques des multinationales mais, bien entendu, ce n'est pas vraiment ce qui l'a poussé à agir. Nos vis-à-vis disent que c'était pour la mesure à l'étude.

Vous n'ignorez pas, monsieur le Président, compte tenu de votre objectivité, qu'on ne doit jamais, au grand jamais faire confiance aux conservateurs et qu'ils nous ont convoqués sous de faux prétextes. En fait, ils voulaient dorer la pilule en vue des négociations sur le libre-échange et pour nous faire adopter ce projet de loi douteux sur les médicaments. Par la même occasion, le gouvernement souhaitait s'attirer des appuis. Ainsi que le député de Davenport (M. Caccia) l'a dit ce matin en termes judicieux, le gouvernement était prêt à tout pour racoler des partisans.

Au cours de l'été, le premier ministre (M. Mulroney) a invoqué une situation d'urgence pour rappeler le Parlement. De sa voix grave et sérieuse que nous connaissons bien et qui n'impressionne plus, il a déclaré qu'il fallait convoquer le Parlement sans délai. Deux semaines plus tard, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) s'est aperçu que personne n'en avait informé le Président. Cette nécessité leur avait échappé. Il est vrai qu'en situation d'urgence, on ne pouvait pas tout prévoir. Le premier ministre et ses copains étaient tellement occupés à cirer leurs chaussures Gucci qu'ils n'avaient pas eu le temps d'y penser. Finalement, deux semaines plus tard, ils ont informé la présidence et, bien sûr, la présidence a convenu de rappeler le Parlement en quelques jours.

Ce que je veux faire valoir, c'est qu'un navire rempli de réfugiés arrivé l'an dernier n'avait pas provoqué d'urgence. Cette année, un second navire accoste, puis deux semaines plus tard, c'est la panique, et deux semaines après, personne n'a dit à la présidence que la situation était urgente et qu'il fallait rappeler le Parlement.

Nous sommes censés croire à la sincérité du gouvernement? Je suis persuadé que quelques personnes y croient, mais je n'en suis pas. Je ne crois pas à ce que fait le gouvernement. Je ne crois pas que le gouvernement y ait vu tout à coup une urgence cette année, alors que l'an dernier, 346 personnes ont demandé chaque semaine le statut de réfugié. En 1985, 8 000 personnes ont demandé le statut de réfugié; en 1986, 18 000 personnes ont demandé le statut de réfugié; dans les cinq premiers mois de 1987, 10 000 personnes ont demandé le statut de réfugié. Mais c'est devenu une urgence en juillet, au moment où le gouvernement essayait désespérément de sauver ses négociations sur le libre-échange et tout le reste qui allait mal pour les conservateurs.